

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Juillet 2026

Finances publiques

Déficit budgétaire

Résultats en bref

Recettes

Dépenses

Comptes spéciaux du Trésor

Financement

Annexe statistique

Loi de finances

PREAMBULE

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

RESULTATS EN BREF

L'exécution de la loi de finances au terme des sept premiers mois de l'année 2026 s'est déroulée dans un contexte international marqué par de fortes incertitudes. Celles-ci, alimentées par l'exacerbation des tensions commerciales et géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, pèsent directement sur la stabilité des marchés énergétiques et présentent un facteur majeur de risque pour les perspectives économiques mondiales.

Sur le plan national, la pluviométrie importante enregistrée au début de l'année a grandement favorisé le bon déroulement de la campagne agricole 2025-2026, amorçant une relance des activités du secteur. Les premières estimations évaluent la récolte céréalière à 90 millions de quintaux, induisant une forte accélération de la valeur ajoutée agricole de +18,4% au premier trimestre de l'année 2026 contre +8,1% un an auparavant. Parallèlement, les activités non agricoles poursuivent leur orientation favorable, surmontant les perturbations temporaires liées aux intempéries des deux premiers mois de l'année, ayant particulièrement impacté les secteurs du BTP, de la pêche et le trafic portuaire.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin juillet 2026 fait ressortir un déficit budgétaire de 50,5 MM.DH, contre 54,7 MM.DH un an auparavant. Cette évolution reflète une progression des recettes (+28,2 MM.DH) supérieure à celle des dépenses (+23,9 MM.DH).

RECETTES

Les **recettes**, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, ont affiché un taux de réalisation de 58,6% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et ont augmenté de près de 28,2 MM.DH (+12,5%) comparativement à fin juillet 2025.

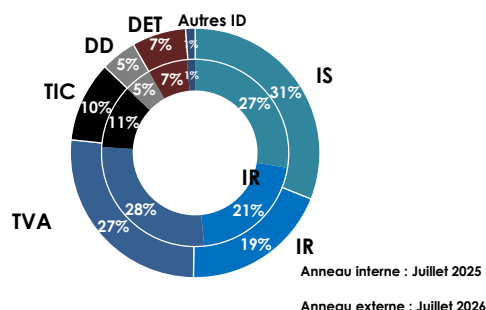
Les **recettes fiscales** ont enregistré un taux de réalisation de 61,1% et une hausse de 22 MM.DH (+10,9%) par rapport à fin juillet 2025. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales (CT), ont augmenté de près de 3,6 MM.DH, pour atteindre 19,2 MM.DH.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant marqué le comportement des recettes fiscales, tant par rapport aux prévisions de la LF 2026 que par rapport à fin juillet 2025, se présentent comme suit :

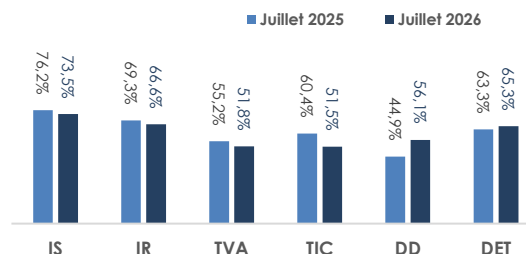
- **IS** : Un taux de réalisation de 73,5% et une augmentation de 13,8 MM.DH (+24,9%), reflétant principalement la bonne dynamique des versements spontanés qui ont augmenté de 13,7 MM.DH (+23,3%), tirés notamment par la forte hausse du 2^{ème} acompte (+4,6 MM.DH), du 1^{er} acompte (+4,1 MM.DH) et du complément de régularisation (+4,1 MM.DH) ;
- **IR** : Un taux de réalisation de 66,6% et une hausse de 774 M.DH (+1,8%). Cette évolution s'explique principalement par la recette exceptionnelle de 3,8 MM.DH enregistrée à fin juillet 2025, en liaison avec la mesure de la régularisation fiscale volontaire prévue par la LF 2024. En excluant cette opération exceptionnelle, les recettes de l'IR auraient affiché une progression de 11,9%, portée notamment par la hausse de l'IR retenu sur les profits de cession de valeurs mobilières (+1,7 MM.DH) et de l'IR retenu sur les salaires (+1,5 MM.DH) ;
- **TVA** : Un taux de réalisation de 51,8% et une hausse de 3,6 MM.DH (+6,5%). Cette progression est tirée principalement par la TVA à l'importation (+2,8 MM.DH ou +7,9%) et, dans une moindre mesure, par la TVA à l'intérieur (+781 M.DH ou +3,9%). Par ailleurs, les remboursements en matière de TVA (non compris la part des CT) ont atteint 10,6 MM.DH, contre 8,1 MM.DH à fin juillet 2025 ;
- **Taxes intérieures de consommation** : Un taux de réalisation de 51,5% et une hausse de 1,1 MM.DH (+4,8%). Cette évolution s'explique principalement par la progression des recettes des TIC sur les produits énergétiques (+432 M.DH ou +3,6%) et sur les tabacs (+434 M.DH ou +5,3%) ;
- **Droits de douane** : Un taux de réalisation de 56,1% et une hausse de 847 M.DH (+8,9%) ;

- **Droits d'enregistrement et de timbre** : Un taux de réalisation de 65,3% et une progression de 1,9 MM.DH (+14,1%), résultant principalement de la hausse des recettes issues des droits d'enregistrement de 1,5 MM.DH.

Graphique 1 : Structure des recettes fiscales



Graphique 2 : Taux de réalisation des prévisions



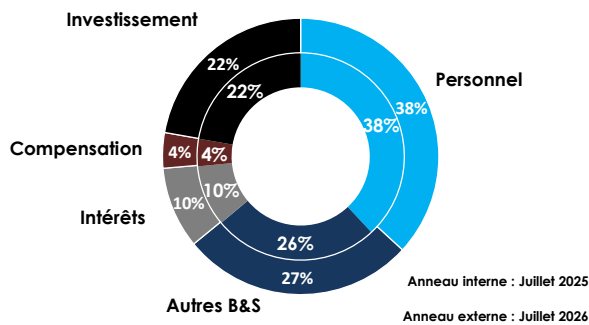
Les **recettes non fiscales** ont atteint 27 MM.DH à fin juillet 2026, provenant notamment des produits versés par les établissements et entreprises publics à hauteur de 9,5 MM.DH, dont 4,3 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib, 2,5 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 2,1 MM.DH par l'OCP, et des recettes au titre des mécanismes de financement innovants pour un montant de 9,9 MM.DH.

DEPENSES

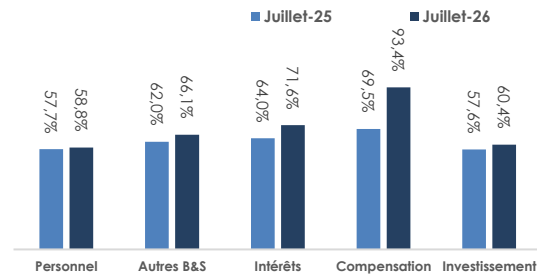
Les dépenses ordinaires se sont élevées à 242,6 MM.DH à fin juillet 2026, affichant un taux d'exécution de 63,9% et une hausse de 30,1 MM.DH par rapport à fin juillet 2025. Cette évolution est attribuable notamment à une hausse des dépenses au titre des biens et services de 25,2 MM.DH (+14,4%), des intérêts de la dette de 3,7 MM.DH (+14%) et des charges de la compensation de 1,3 MM.DH (+10,8%).

- **Dépenses au titre des biens et services** : Leur exécution a été marquée par un taux de réalisation de 58,8% pour les dépenses de personnel et de 66,1% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services ». Leur évolution respective par rapport à fin juillet 2025 correspond à une hausse de 10,8 MM.DH et de 14,4 MM.DH. L'augmentation des dépenses de personnel s'explique notamment par l'impact des mesures décidées dans le cadre du dialogue social. Quant à la hausse des dépenses relatives aux « Autres biens et services », elle résulte principalement de l'augmentation des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (+9,7 MM.DH) notamment ceux à caractère social;
- **Intérêts de la dette** : Ils ont enregistré un taux de réalisation de 71,6%. Leur évolution traduit une hausse des intérêts de la dette intérieure de 3 MM.DH ainsi qu'une augmentation de ceux de la dette extérieure de 661 M.DH ;
- **Charges de la compensation** : Elles ont atteint 12,9 MM.DH, affichant un taux de réalisation de 93,4% et une hausse de 1,3 MM.DH (+10,8%) par rapport à fin juillet 2025. Cette hausse est attribuable principalement aux aides directes accordées aux professionnels du secteur du transport, visant à faire face à la hausse des prix des carburants, induite notamment par le conflit au Moyen-Orient, pour un montant de 1,3 MM.DH à fin juillet 2026.

Graphique 3 : Structure des dépenses



Graphique 4 : Taux de réalisation des prévisions



Les évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 11,1 MM.DH, contre 13,1 MM.DH un an auparavant.

Les **dépenses d'investissement** ont atteint 69,3 MM.DH, en hausse de 8,5 MM.DH (+13,9%) par rapport à fin juillet 2025. Comparativement aux prévisions de la LF 2026, leur taux de réalisation s'est élevé à 60,4%.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un excédent de 7,7 MM.DH, contre un solde débiteur de 7 MM.DH à fin juillet 2025. Ce solde est attribuable, à hauteur de 6,3 MM.DH, aux comptes d'affectation spéciale et, à hauteur de 1,8 MM.DH, aux comptes de dépenses sur dotations.

FINANCEMENT

Compte tenu de ces évolutions et d'une diminution des opérations en instance de 3,6 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 54,2 MM.DH, contre 74,8 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont stabilisées autour de 14,9 MM.DH sur le marché domestique, tandis que les emprunts extérieurs nets se sont établis à près de 27,1 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 77,6 MM.DH et des remboursements en principal pour 62,7 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur comprend des tirages de 40,2 MM.DH, y compris 23,7 MM.DH mobilisés sur le marché financier international, ainsi que des amortissements de 13,1 MM.DH.

ANNEXE STATISTIQUE

En millions de dirhams	Juillet 2025	Juillet 2026	Ecart	
			en %	en valeur
I - RECETTES ORDINAIRES	225 592	253 751	12,5%	28 158
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	225 592	253 751	12,5%	28 158
Recettes fiscales	201 846	223 830	10,9%	21 984
Impôts directs	100 618	115 135	14,4%	14 517
Impôts indirects	77 928	82 615	6,0%	4 687
Droits de douane	9 547	10 395	8,9%	847
Enregistrement et timbre	13 752	15 685	14,1%	1 933
Recettes non fiscales	21 101	27 033	28,1%	5 932
Recettes en provenance des EEP	9 346	9 480	1,4%	134
Autres recettes	11 755	17 553	49,3%	5 798
Cession de participations de l'Etat	0	0	-	0
Recettes de certains CST	2 646	2 888	9,1%	242
Fonds de soutien des prix	208	138	-33,7%	-70
Fonds spécial routier	2 438	2 750	12,8%	312
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	280 335	304 272	8,5%	23 937
DEPENSES ORDINAIRES	212 490	242 621	14,2%	30 130
Biens et services	174 697	199 913	14,4%	25 216
Personnel	104 019	114 868	10,4%	10 849
Autres biens et services	70 678	85 045	20,3%	14 367
Dettes publiques (1)	26 111	29 765	14,0%	3 653
Intérieure	20 607	23 599	14,5%	2 992
Extérieure	5 504	6 166	12,0%	661
Compensation (2)	11 682	12 943	10,8%	1 261
SOLDE ORDINAIRE	13 102	11 130	-15,1%	-1 972
INVESTISSEMENT	60 846	69 315	13,9%	8 468
dont Fonds spécial routier	1 626	1 715		89
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	-6 998	7 663	-209,5%	14 662
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-54 743	-50 521	-7,7%	4 222
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-20 007	-3 645		16 362
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-74 750	-54 166	-27,5%	20 583
FINANCEMENT INTERIEUR	40 787	27 074		-13 713
Endettement intérieur	21 792	14 921		-6 870
Autres opérations	18 996	12 153		-6 843
FINANCEMENT EXTERIEUR	33 962	27 092		-6 870
Tirages	40 307	40 198	27,1	-110
Amortissements	-6 345	-13 105		-6 760

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	Juillet 2025	Juillet 2026	Ecart	
			en %	en valeur
RECETTES FISCALES	201 846	223 830	10,9%	21 984
Impôts directs	100 618	115 135	14,4%	14 517
Impôt sur les sociétés (I.S)	55 604	69 448	24,9%	13 844
Impôt sur le revenu (I.R)	42 173	42 947	1,8%	774
Autres impôts directs	2 841	2 740	-3,6%	-101
Impôts indirects	77 928	82 615	6,0%	4 687
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	55 650	59 256	6,5%	3 606
Intérieure	19 791	20 572	3,9%	781
Importation	35 859	38 684	7,9%	2 825
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	22 278	23 358	4,8%	1 080
Tabacs	8 217	8 651	5,3%	434
Produits énergétiques	11 942	12 373	3,6%	432
Autres	2 119	2 335	10,2%	215
Droits de douane (D.D)	9 547	10 395	8,9%	847
Enregistrement et timbre (D.E.T)	13 752	15 685	14,1%	1 933
RECETTES NON FISCALES	21 101	27 033	28,1%	5 932
Recettes en provenance des EEP	9 346	9 480	1,4%	134
Autres recettes	11 755	17 553	49,3%	5 798
Cession de participations de l'Etat	0	0	-	0
RECETTES DE CERTAINS CST	2 646	2 888	9,1%	242
Fonds de soutien des prix	208	138	-33,7%	-70
Fonds spécial routier	2 438	2 750	12,8%	312

En millions de dirhams	LF 2026	Juillet 2026	Réalisations/ LF 26
I - RECETTES ORDINAIRES	432.793	253 751	58,6%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	426.793	253 751	59,5%
Recettes fiscales	366.508	223 830	61,1%
Impôts directs	164.228	115 135	70,1%
Impôts indirects	159.745	82 615	51,7%
Droits de douane	18.532	10 395	56,1%
Enregistrement et timbre	24.003	15 685	65,3%
Recettes non fiscales	62.685	27 033	43,1%
Recettes en provenance des EEP	27.522	9 480	34,4%
Autres recettes	29.163	17 553	60,2%
Cession de participations de l'Etat	6.000	0	0,0%
Recettes de certains CST	3.600	2 888	80,2%
Fonds de soutien des prix	600	138	23,0%
Fonds spécial routier	3.000	2 750	91,7%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	488.239	304 272	62,3%
DEPENSES ORDINAIRES	379.408	242 621	63,9%
Biens et services	324.002	199 913	61,7%
Personnel	195.331	114 868	58,8%
Autres biens et services	128.671	85 045	66,1%
Dettes publiques (1)	41.551	29 765	71,6%
Intérieure	31.266	23 599	75,5%
Extérieure	10.285	6 166	59,9%
Compensation (2)	13.856	12 943	93,4%
SOLDE ORDINAIRE	53.384	11 130	20,8%
INVESTISSEMENT	114.830	69 315	60,4%
dont Fonds spécial routier	3.000	1 715	57,2%
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	6.000	7 663	127,7%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-55.446	-50 521	91,1%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE		-3 645	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-55.446	-54 166	97,7%
FINANCEMENT INTERIEUR	14.447	27 074	187,4%
Endettement intérieur		14 921	
Autres opérations		12 153	
FINANCEMENT EXTERIEUR	40.999	27 092	66,1%
Tirages	60.000	40 198	67,0%
Amortissements	-19.001	-13 105	69,0%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	LF 2026	Juillet 2026	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	366.508	223 830	61,1%
Impôts directs	164.228	115 135	70,1%
Impôt sur les sociétés (I S)	94.464	69 448	73,5%
Impôt sur le revenu (I R)	64.522	42 947	66,6%
Autres impôts directs	5.243	2 740	52,3%
Impôts indirects	159.745	82 615	51,7%
Taxe sur la valeur ajoutée (T V A)	114.355	59 256	51,8%
Intérieure	43.321	20 572	47,5%
Importation	71.035	38 684	54,5%
Taxe intérieure de consommation (T I C)	45.390	23 358	51,5%
Tabacs	17.717	8 651	48,8%
Produits énergétiques	23.058	12 373	53,7%
Autres	4.615	2 335	50,6%
Droits de douane (D D)	18.532	10 395	56,1%
Enregistrement et timbre (D E T)	24.003	15 685	65,3%
RECETTES NON FISCALES	62.685	27 033	43,1%
Recettes en provenance des EEP	27.522	9 480	34,4%
Autres recettes	29.163	17 553	60,2%
Cession de participations de l'Etat	6.000	0	0,0%
RECETTES DE CERTAINS CST	3.600	2 888	80,2%
Fonds de soutien des prix	600	138	23%
Fonds spécial routier	3.000	2 750	91,7%